Mongolie

Le Gouvernement mongol, en adhérant à plusieurs conventions et instruments internationaux, a pris les mesures adéquates pour protéger et promouvoir la diversité et le patrimoine culturels aux niveaux national et international, en coopération avec la communauté internationale.

Les grands axes de la politique culturelle sont tracés dans les principaux textes relatifs au développement de la Mongolie, qui ont été mis à jour au cours de la période considérée. Le socle juridique de la promotion de la diversité culturelle est constitué de 12 textes en tout.

Des initiatives en matière de gestion et d'organisation ont été décidées pour protéger et promouvoir le patrimoine culturel immatériel et la diversité culturelle, afin notamment d'actualiser le recensement et la connaissance de la diversité et du patrimoine culturels. Le montant total des dépenses engagées à ces fins a été multiplié par 2,82 depuis 2006.

Au cours de la période considérée, la diplomatie et la coopération culturelles ont pris de l'ampleur avec la signature d'accords bilatéraux et multilatéraux et l'augmentation des exportations de produits culturels.

Les pouvoirs publics ont coopéré avec des représentants de la société civile pour appliquer des mesures visant à développer la communication interculturelle, à promouvoir et à protéger les échanges culturels et les expressions créatives, à valoriser le caractère unique de la culture des différents peuples et, enfin, à mieux faire connaître la culture et les arts mongols dans le monde. C'est dans ce cadre que des recherches ont été conduites en étroite coopération avec les pays voisins, et que des colloques universitaires internationaux se sont tenus sous l'égide du Programme de participation de l'UNESCO.

Le Gouvernement mongol a accordé une attention toute particulière à la promotion de l'éducation à la diversité culturelle. C'est ainsi que des normes, programmes scolaires, réglementations et documents adéquats ont été élaborés, que des recherches sur l'éducation culturelle et artistique ont été menées, que des recommandations ont été formulés et des guides publiés.

Sur le terrain, des organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales et internationales ainsi que des organisations humanitaires et des entreprises du secteur privé agissent de leur côté pour améliorer l'éducation artistique des enfants et de la jeunesse.

Les 126 chaînes de télévision et les autres organes d'information sont très utiles pour sensibiliser le public à la diversité culturelle. Ces médias diffusent un large éventail de programmes culturels et artistiques, certains diffusant même des émissions pédagogiques régulières en la matière. En concertation avec les organisations professionnelles concernées, des programmes consacrés aux cultures et aux arts étrangers sont proposés aux téléspectateurs mongols, ainsi que d'autres activités ciblées visant à promouvoir la diversité culturelle.

En ratifiant la Convention, la Mongolie s'emploie activement à encourager la protection du patrimoine culturel, à intégrer davantage les œuvres culturelles et artistiques au sein de l'économie de marché et à favoriser le développement humain et la constitution d'organisations compétentes, rentables et professionnelles.

Toutefois, plusieurs obstacles subsistent encore. Ainsi, le rôle de la culture dans le développement des individus, de la société et de l'économie est sous-estimé, comme le sont les besoins culturels et les industries créatives – encore naissantes. Le développement de

ce secteur doit impérativement s'appuyer sur une structure dotée d'une complète autonomie de gestion et de financement.

Afin de promouvoir davantage la diversité culturelle, les objectifs suivants ont été fixés : renforcer les partenariats entre la société civile, le secteur privé, les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales ; élaborer des instruments juridiques favorables aux programmes d'échanges culturels et autres projets conjoints ; augmenter les investissements ; former à l'étranger le personnel du secteur de la culture ; obtenir l'expertise professionnelle et méthodologique de l'UNESCO pour appliquer la Convention.